



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Avis délibéré de la mission régionale d'autorité
environnementale sur le réaménagement du plateau
d'Agy et la mise en compatibilité du plan local
d'urbanisme de la commune de Saint-Sigismond (74)**

Avis n° 2025-ARA-AP-1938

Avis délibéré le 7 novembre 2025

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), a décidé dans sa réunion collégiale du 14 octobre 2025 que l'avis sur le réaménagement du plateau d'Agy serait délibéré collégialement par voie électronique entre le 4 novembre et le 7 novembre 2025.

Ont délibéré : Pierre Baena, François Duval, Marc Ezerzer, Jeanne Garric, Stéphanie Gaucherand, Anne Guillaibert, Jean-Pierre Lestoille, Yves Majchrzak, François Munoz, Muriel Preux, Émilie Rasooly, Benoît Thomé et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe en date du 13 octobre 2020, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie le 8 août 2025, par les autorités compétentes pour délivrer l'autorisation du projet, pour avis au titre de l'autorité environnementale.

Conformément aux dispositions des articles R. 122-26 et R.122-27 du code de l'environnement, l'avis doit être fourni dans le délai de trois mois.

Conformément aux dispositions du même code, les services de la préfecture de Haute-Savoie, au titre de ses attributions dans le domaine de l'environnement, et l'agence régionale de santé ont été consultées et ont transmis leur(s) contribution(s) en date(s respectivement) du 10 septembre 2025 et du 23 septembre 2025.

La Dreal a préparé et mis en forme toutes les informations nécessaires pour que la MRAe puisse rendre son avis. Sur la base de ces travaux préparatoires, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Pour chaque projet soumis à évaluation environnementale, l'autorité environnementale doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public.

Cet avis porte sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. L'avis n'est donc ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité. Il vise à permettre d'améliorer la conception du projet, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent.

Le présent avis est publié sur le site internet des MRAe. Conformément à l'article R. 123-8 du code de l'environnement, il devra être inséré dans le dossier du projet soumis à enquête publique ou à une autre procédure de consultation du public prévue par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Conformément à l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le présent avis devra faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage qui la mettra à disposition du public par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L. 123-2 ou de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19.

Synthèse de l'Avis

Dans le département de la Haute-Savoie, sur la commune de Saint-Sigismond, la Communauté de communes Cluses Arve Montagne (2CCAM) souhaite réaménager le plateau d'Agy : démolition de bâtis existants, construction d'un bâtiment « 4 saisons », création d'une piste de ski-roue, réalisation d'aires de stationnements et pose d'un collecteur d'assainissement des eaux usées. Une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) est nécessaire.

Pour l'Autorité environnementale, les enjeux du projet et du territoire sont la biodiversité et les milieux naturels, les risques naturels, la ressource en eau, le paysage, le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre.

Les surfaces défrichées et déboisées sont à clarifier, comme la possibilité de futures extensions. L'analyse des incidences du projet sur l'environnement n'est assortie d'aucune démonstration, localisation, argumentation et doit donc être complétée. Les incohérences de certaines données (comme les surfaces de défrichement) ainsi que les erreurs matérielles sont à corriger.

Les fréquentations actuelle et projetée du site, du fait de la réalisation des aménagements, sont à évaluer afin d'analyser les émissions de gaz à effet de serre en phase travaux et en phase exploitation et de définir les mesures visant à éviter, réduire et en dernier lieu compenser ces émissions. S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, si les incidences brutes semblent correctement analysées, les incidences résiduelles du projet sont qualifiées pour la plupart de faibles, et donc significatives, sans qu'aucune mesure compensatoire ne soit proposée, et elles doivent en outre être réévaluées pour tenir compte de la temporalité de la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction. Il convient donc de mener à bien la démarche ERC sur ces bases et, si nécessaire, de solliciter une dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées et à leurs habitats.

S'agissant des risques naturels, les études techniques conduisant le maître d'ouvrage à affirmer que le projet et notamment la réalisation de la canalisation d'assainissement et les dispositifs de gestion des eaux pluviales retenus, respectent toutes les prescriptions qui y sont énoncées et ne seront pas de nature à augmenter les risques en présence ni à en créer de nouveaux, doivent être jointes au dossier ; si ce n'était pas le cas, l'ensemble des mesures d'évitement et de réduction qui y sont préconisées seront à inclure au projet. En outre, les épis drainants et leurs incidences potentielles sont à caractériser et les mesures prises pour y remédier sont à présenter.

S'agissant de la ressource en eau, les prescriptions des périmètres de captages d'alimentation en eau potable, définies dans les arrêtés de déclaration d'utilité publique, sont à prendre en compte, notamment au regard des affouillements projetés. En outre, l'adéquation entre la disponibilité de la ressource en eau et les besoins induits par la réalisation du projet est à démontrer, afin de s'assurer que le réservoir de 150 m³ en cours de construction sera suffisant.

S'agissant du paysage, l'analyse des incidences est à compléter, au moyen de photomontages quatre saisons par exemple, et notamment celles liées à la réalisation du layon pour le passage de la conduite d'assainissement des eaux usées et de compléter les mesures d'évitement et de réduction.

Le dispositif de suivi devra être étendu à l'ensemble des enjeux environnementaux et mesures s'y rapportant, sur toute la durée de vie des installations.

En ce qui concerne l'évolution du document d'urbanisme, certaines évolutions du règlement écrit sont à justifier au regard du périmètre requis pour une mise en compatibilité de PLU. Les surfaces de bois distraites du régime forestier sont à quantifier et les tracés des pistes de ski du règlement graphique à justifier. En outre, la démonstration de la bonne articulation du projet avec les règles définies dans les documents supra-communaux est à étayer notamment au regard de la présence de zones humides, d'aléas naturels et de la disponibilité de la ressource en eau potable. Dès ce stade, le PLU doit retranscrire au sein des règlements écrits ou graphiques ou de l'OAP n°3, les mesures d'évitement, de réduction et de compensation en matière de risques naturels, de biodiversité et milieux naturels, de la ressource en eau, des paysages et des émissions de gaz à effet de serre. La manière dont la mise en œuvre du PLU s'inscrit dans la trajectoire de neutralité carbone à l'horizon 2050 est à présenter. Les objectifs et indicateurs des objets à suivre, à partir d'un état initial de référence, ainsi qu'une fréquence de suivi, afin de garantir le suivi environnemental de l'évolution du PLU, sont à définir.

L'ensemble des recommandations de l'Autorité environnementale est présenté dans l'avis détaillé.

Sommaire

1. Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux.....	5
1.1. Contexte.....	5
1.2. Présentation du projet.....	6
1.3. Procédures relatives au projet.....	8
1.4. Principaux enjeux environnementaux du projet et du territoire concerné.....	8
2. Analyse de l'étude d'impact.....	9
2.1. Observations générales.....	9
2.2. Alternatives examinées et justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement.....	10
2.3. État initial de l'environnement, incidences du projet sur l'environnement et mesures prévues pour les éviter, les réduire ou les compenser.....	10
2.3.3. Milieux naturels et biodiversité.....	10
2.3.3.4. État initial.....	11
2.3.3.5. Incidences et mesures.....	12
2.3.4. Risques naturels.....	14
2.3.5. Ressources en eau.....	15
2.3.6. Paysage.....	16
2.3.7. Changement climatique et émissions de gaz à effet de serre.....	17
2.3.8. Effets cumulés.....	18
2.4. Dispositif de suivi proposé.....	18
2.5. Résumé non technique de l'étude d'impact.....	19
3. Mise en compatibilité du document d'urbanisme.....	19
3.1. Description de la mise en compatibilité.....	19
3.2. La qualité du rapport environnemental fourni.....	21
3.3. L'articulation de la mise en compatibilité avec « d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification vigueur ».....	21
3.4. Les incidences et les mesures d'évitement, réduction et compensation.....	22

Avis détaillé

1. Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux

1.1. Contexte

Le projet porté par la Communauté de communes Cluses Arve Montagnes (2CCAM), se situe sur la commune de Saint-Sigismond dans le département de la Haute-Savoie. Le plateau d'Agy est un espace relié par navette à la station des Carroz au sein du domaine skiable du Grand Massif, dédié à la pratique du ski nordique. Situé entre 1270 et 1450 mètres d'altitude, le plateau d'Agy possède 35 km de pistes de ski de fond. Outre les activités de ski nordique, des itinéraires de randonnées pédestres, de courses d'orientation, des pistes VTT et trottinettes tout-terrain électriques ainsi que du biathlon d'été sont proposés.

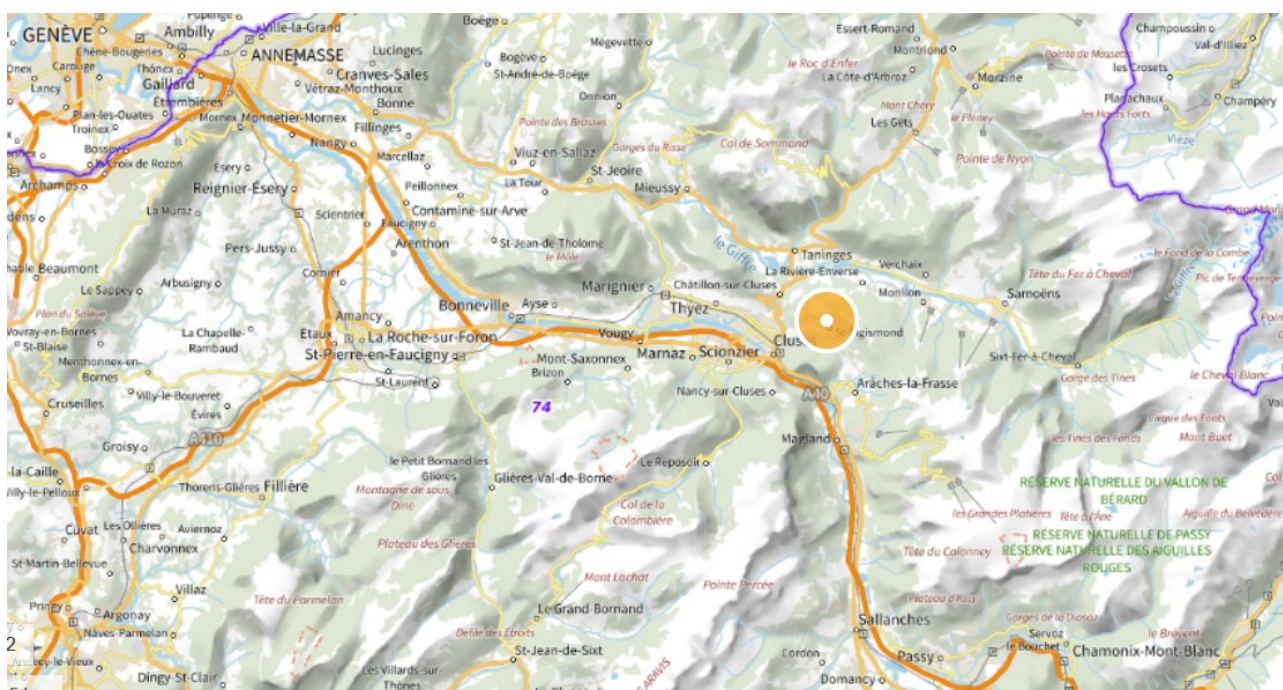


Figure 1: Localisation de la commune de Saint-Sigismond (source : géoportail)

Le site du plateau d'Agy accueille plusieurs bâtiments : la Tanière, bâtiment constitué d'un restaurant au 1^{er} niveau et d'une annexe utilisée pour le stockage, le bâtiment du centre nordique, le chalet du ski-club d'Agy et le chalet de l'alpagiste. Sa requalification poursuit un objectif d'amélioration de l'accueil des usagers, de plus en plus nombreux et d'évitement des conflits d'usages sur le site, se traduisant notamment par :

- une identification claire du front de neige ;
- une gestion optimale des déplacements (gestion des arrivées et des départs sur le plateau) ;
- une réorganisation du bâti, avec une meilleure intégration dans le paysage et l'adaptation aux activités « 4 saisons ».

Le dossier précise que le réaménagement du plateau d'Agy s'inscrit dans le projet de territoire porté par la 2CCAM, définissant les activités et orientations du développement du territoire pour les 10 à 15 prochaines années.

1.2. Présentation du projet

Le projet de valorisation du plateau d'Agy, sur un terrain d'assiette d'environ 30 ha, situé entre 1 000 et 1 300 mètres d'altitude, comprend :

- la démolition de l'annexe de La Tanière et du bâtiment du centre nordique ;
- le déplacement du chalet de l'alpagiste et le démontage du chalet du ski-club d'Agy ;
- la construction d'un bâtiment « 4 saisons » à usage d'accueil pour les activités nordiques et activités « 4 saisons », ainsi que des espaces de convivialité (salle hors sac, salle de réception) ;
- la création d'une piste de ski-roue revêtue en enrobé, de 1,7 km de long et de 3,5 m de largeur en moyenne pour une surface d'environ 6 000 m² et nécessitant un défrichement de 2 000 m² ;
- le déplacement de la piste de luge nécessitant des terrassements (zone ludique) ;
- la réalisation de zones de parking d'une capacité d'accueil de 190 places de stationnement¹ ;
- la pose d'une canalisation sur une longueur de 1,1 km pour raccorder le plateau d'Agy² au réseau public d'assainissement des eaux usées. Cette canalisation passera sous la RD206 puis descendra dans la pente boisée pour rejoindre le village de Saint-Sigismond et nécessitera un défrichement d'environ 1 800 m² (6 m de large sur 300 m de long) et la réalisation d'une tranchée d'1,3 m de profondeur et d'environ 2 m de large.

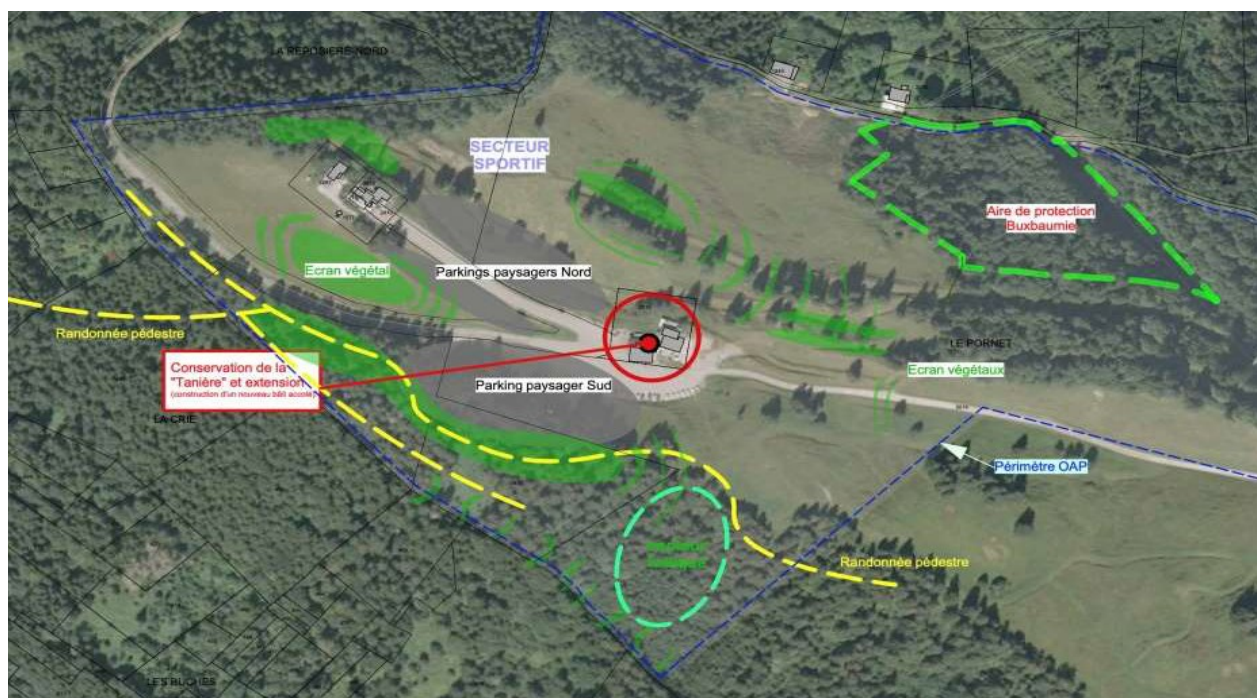


Figure 2: Schéma du projet d'aménagement du plateau d'Agy et de la piste de ski-roue (source : dossier)

1 Actuellement le site accueille 95 places de parking selon le schéma p 10 de la notice contenue dans le permis d'aménager

2 Dossier Rapport de présentation – RPIII p 16 : actuellement le plateau est en assainissement non collectif et ancien
Mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes
réaménagement du plateau d'Agy et mise en compatibilité du PLU de Saint-Sigismond (74)
Avis délibéré le 7 novembre 2025 page 6 sur 23

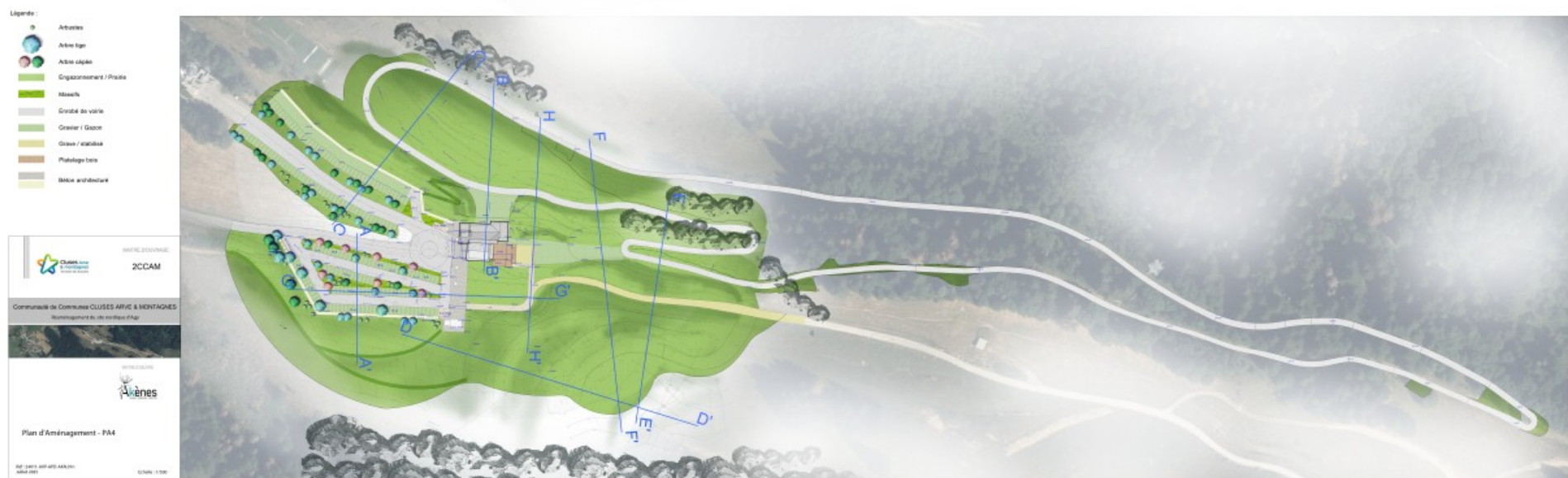


Figure 3: Schéma du projet d'aménagement du plateau d'Agy et de la piste de ski-roue (source : dossier)

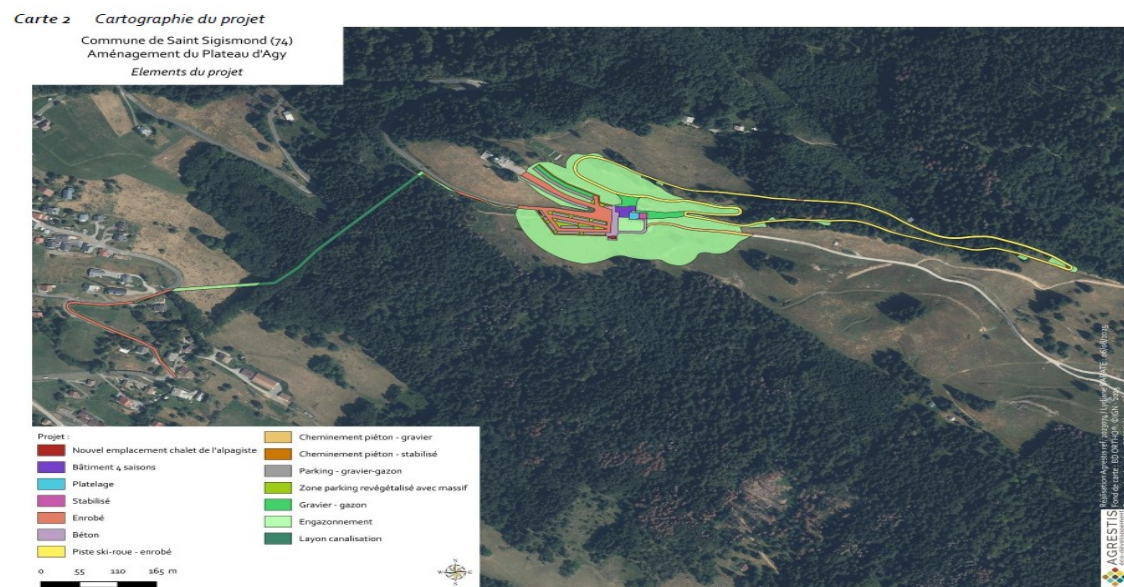


Figure 4: Schéma d'aménagement du plateau d'Agy et implantation de la canalisation d'assainissement des eaux usées (source : dossier)

Les terrassements nécessaires au projet ne sont pas quantifiés. Les matériaux de déblais seront entièrement utilisés sur le site. Les accès au chantier se feront autant que possible sur des routes existantes. La pose de la canalisation des eaux usées sera réalisée à la pelle araignée dans la pente boisée.

Au total, le projet nécessiterait un défrichement de 3 800 m². Toutefois, le dossier mentionne des surfaces de défrichement et de déboisement différentes. Par exemple, dans l'analyse des effets cumulés (02_RP_III_Eval_Env_08_08_2025 p185 et 189), sont mentionnées des surfaces défrichées de 5 690 m² et des surfaces déboisées de 4 816 m² pour la pose du collecteur alors que dans l'analyse des incidences (02_RP_III_Eval_Env_08_08_2025 p158), la perte de boisement est de 6 800 m². Un point précis des surfaces qui seront déboisées et défrichées est attendu, définissant précisément déboisement et défrichement et la différence à court, moyen et long terme entre les deux notions. Les besoins un défrichement et déboisements associés à la réalisation éventuelle de la spirolienne seront utilement rappelés, pour la bonne information du public. Le dossier est en effet explicite sur des extensions futures, sans plus de précision.

L'Autorité environnementale recommande de quantifier les surfaces et volumes de terrassements nécessaires à l'ensemble du projet, de préciser les surfaces défrichées et celles déboisées dans le cadre du projet tel que décrit à ce stade, d'exposer les évolutions futures déjà envisagées, d'en intégrer le cas échéant le descriptif et de mettre le dossier en cohérence.

Les travaux sont envisagés d'avril 2026 à novembre 2027. Le coût du projet n'est pas fourni.

1.3. Procédures relatives au projet

Le projet de valorisation du plateau d'Agy est soumis à évaluation environnementale systématique au regard de la rubrique 39b) « Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha », du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

La réalisation du projet nécessite :

- la mise en compatibilité du PLU via une procédure de déclaration de projet ;
- un permis d'aménager et un permis de construire pour la construction du bâtiment « 4 saisons » ;
- une autorisation de défrichement et une distraction de parcelles soumises au régime forestier³ selon l'[article L214-5](#) au titre du code forestier.

En outre, pour l'Autorité environnementale, il est possible qu'une dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats, non mentionnée dans le dossier, soit nécessaire, ce point doit être clarifié.

Les dossiers de mise en compatibilité du PLU via la procédure de déclaration de projet, des permis de construire et d'aménager, à l'occasion desquels l'Autorité environnementale a été saisie, ont été déposés par le pétitionnaire, auprès de la commune de Saint-Sigismond et de la 2CCAM.

1.4. Principaux enjeux environnementaux du projet et du territoire concerné

Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du territoire et du projet sont :

³ La surface des parcelles soumises au régime forestier et celle des parcelles distraites ne sont pas mentionnées dans le dossier.

- la biodiversité et les milieux naturels ;
- les risques naturels ;
- la ressource en eau ;
- le paysage ;
- le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre.

2. Analyse de l'étude d'impact

2.1. Observations générales

Le dossier, notamment le rapport de présentation de l'état initial, contient des alertes : « erreur, source de renvoi introuvable » à plusieurs endroits. Le résumé non technique a été rectifié sur cet aspect après saisine, en cours de rédaction du présent avis.

L'Autorité environnementale recommande de vérifier et rectifier les renvois du dossier .

L'analyse des incidences brutes et résiduelles du projet est présentée sous forme de tableaux synthétiques avec un argumentaire développé en orange pour justifier les niveaux d'incidence. Cet argumentaire est très sommaire et insuffisant. Par exemple, aucune carte n'est présentée pour localiser les incidences ni aucun développement rédigé dans le corps de l'étude. Les incidences résiduelles après l'application des mesures d'évitement et de réduction ne sont pas quantifiées. Enfin l'évaluation inclut les mesures de suivi pour l'évaluation des incidences résiduelles du projet sur l'environnement.

L'Autorité environnementale recommande de développer, détailler et mieux justifier l'analyse des incidences du projet, en l'assortissant notamment de cartes et de compléter les mesures d'évitement, de réduction et en dernier lieu de compensation, le cas échéant.

Le dossier indique que la fréquentation hivernale (du 15 décembre au 31 mars) est estimée à 40 000 personnes (comprenant 20 000 journées skieurs et autant pour les activités et services proposés sur le plateau : randonnées, restaurant...). La fréquentation aurait tendance à augmenter ces dernières années avec l'essor des activités nordiques, les pics de fréquentation se concentrant les fins de semaine de février avec une affluence maximum de 500 personnes par jour.

Il indique également que « *la recherche d'une valorisation "quatre saisons" du site amènera une augmentation de la fréquentation hors période hivernale (essentiellement en période de vacances scolaires et week-end)* ».

La fréquentation estivale actuelle ainsi que les fréquentations hivernales et estivales attendues du fait de la réalisation du projet de réaménagement du plateau d'Agy, ne sont pas présentées.

L'Autorité environnementale recommande de présenter la fréquentation actuelle du site, pour chaque saison et période (week-end, vacances...), et celle attendue du fait de la réalisation du projet, d'évaluer les incidences et de définir les mesures d'évitement et de réduction et si besoin de compensation en conséquence.

2.2. Alternatives examinées et justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement

Le dossier indique que la version finale du projet retenu, intègre :

- le déplacement du tracé du collecteur des eaux usées pour réduire significativement son tracé en zone rouge du plan de prévention des risques naturels et le passage partiel au niveau des futurs parkings afin de mutualiser les terrassements ;
- la réduction du linéaire des pistes de ski-roue ;
- la diminution du nombre de places de stationnement à 190 places ;
- la suspension, pour le moment, de la spirolienne⁴ qui aurait nécessité un défrichement supplémentaire.

Le dossier conclut que, par rapport aux variantes étudiées, la variante retenue a des effets moindres sur les habitats naturels du fait de la réduction des surfaces artificialisées et la préservation d'une part d boisement, sur l'imperméabilisation et la gestion des eaux pluviales du fait de la diminution des voiries et la création d'espaces perméables pour les stationnements et la piste de ski-roue et sur le paysage grâce à une artificialisation moins importante et à la réduction du linéaire du tracé du collecteur d'assainissement en zones à risques.

Toutefois, l'analyse ne présente pas dans le détail les différentes variantes étudiées (plans, nombre de places de stationnements, surfaces imperméabilisées, tracés des voiries et réseaux divers...) et ne quantifie pas leurs incidences sur l'environnement. Ceci ne permet pas de vérifier la façon dont les choix ont été opérés au regard des objectifs de protection de l'environnement.

Enfin, la réalisation de la spirolienne n'étant que suspendue sans être écartée définitivement, l'analyse doit clairement exposer deux scénarios, avec et sans spirolienne, et évaluer les incidences de sa réalisation au cas où elle soit finalement reprogrammée. D'autant que des évolutions futures des aménagements sont annoncées dans le dossier, sans plus de précision, qu'il convient *a priori* d'intégrer au projet et à l'analyse multicritères réalisée.

L'Autorité environnementale recommande de présenter les variantes étudiées, à l'appui de données chiffrées et de représentations graphiques, ainsi que l'analyse multicritères ayant conduit au choix retenu, intégrant les critères environnementaux, et prenant en compte toutes les extensions restant envisagées.

2.3. État initial de l'environnement, incidences du projet sur l'environnement et mesures prévues pour les éviter, les réduire ou les compenser

2.3.3. Milieux naturels et biodiversité

Le site du projet est en dehors de tout zonage réglementaire de protection ou d'inventaire de la biodiversité. Le dossier précise que le Sraddet⁵ Auvergne Rhône-Alpes n'identifie pas de corridor de biodiversité sur ou à proximité immédiate du site.

L'état actuel des milieux naturels et de la biodiversité a été établi à l'aide de données bibliographiques et de seize journées d'inventaires d'août 2023 à décembre 2024, dont un passage de nuit

4 Tyrolienne dont le tracé en forme de spirale.

5 Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires approuvé le 10 avril 2020.
Mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes
réaménagement du plateau d'Agy et mise en compatibilité du PLU de Saint-Sigismond (74)
Avis délibéré le 7 novembre 2025

le 22 août 2023. Une prospection spécifique pour la caractérisation des zones humides a été menée selon le protocole de l'[arrêté ministériel du 24 juin 2008](#)⁶.

2.3.3.4. *État initial*

Habitats

D'après les résultats d'inventaire, outre huit zones humides identifiées sur le site du projet, seize habitats naturels sont recensés, parmi lesquels :

- six habitats d'intérêt communautaire : Gazons à Eleocharis en eau peu profonde (vulnérable), Pelouse maigre montagnarde du Mesobromion erecti, Prairie de fauche des plaines (vulnérable), Hêtraies montagnardes à Luzule, Pessières du Piceion excelsae, et végétation des suintements (quasi-menacée en région Rhône-Alpes) ;
- trois habitats humides : Gazons à Eleocharis en eau peu profonde, Fourré arbustif montagnard des pentes fraîches et Végétation des suintements ;

L'enjeu concernant les habitats naturels et les zones humides est considéré comme fort par le dossier.

Flore

Aucune flore protégée n'a été observée mais la Buxbaumie verte est présente en limite du périmètre de la zone du projet. L'enjeu concernant la flore est considéré comme modéré par le dossier.

Faune

Les inventaires mettent en évidence la présence de :

- trente-cinq espèces d'oiseaux protégées (dont l'Épervier d'Europe, le Pipit des arbres, le Chardonneret élégant, la Mésange bleue, le Faucon crécerelle, la Mésange charbonnière, l'Hirondelle rustique et le Rougequeue noir), deux espèces d'intérêt communautaire (Pic noir et Pie grièche écorcheur), ainsi que quarante-deux espèces protégées et onze d'intérêt communautaire potentiellement présentes. Ces espèces utilisent les boisements, les milieux ouverts, semi-ouverts et buissonnants et les milieux anthropisés comme zones d'alimentation et/ou de reproduction. La Chouette hulotte a également été contactée et plusieurs gîtes favorables sont présents ;
- deux espèces protégées d'amphibiens (Crapaud commun et du Triton alpestre), contactées dans deux mares favorables à leur reproduction hors périmètre du projet mais pour lesquelles les boisements constituent un habitat favorable pour l'hivernage ;
- quatre espèces protégées de reptiles considérées comme potentiellement présentes : Couleuvre helvetica, Lézard des murailles, Lézard à deux raies et l'Orvet fragile ;
- deux espèces protégées de lépidoptères (papillons) considérées comme potentiellement présentes sur la zone d'étude (l'Azuré du serpolet et l'Apollon) en raison de la présence de leur plante hôte dans plusieurs habitats qui leur sont favorables ;
- une espèce d'odonate « quasi-menacée » au niveau régional : la Cordulie bronzée ;
- treize espèces protégées de chiroptères (dont la Barbastelle d'Europe, le Petit murin, le Molosse de Cestoni, la Noctule commune, la Noctule de Leisler, la Pipistrelle commune et la Pipistrelle de Nathusius) et cinq potentiellement présentes (Murin à oreilles échancrées, le

⁶ Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement

Murin de Brandt, l'Oreillard montagnard, la Sérotine commune et la Sérotine de Nilsson), ainsi que de nombreuses potentialités de gîtes à chiroptères sur la zone d'étude ;

- une espèce de mammifère protégée hors chiroptère (Écureuil roux) et la présence potentiellement du Hérisson d'Europe.

D'après le dossier, les enjeux sont considérés comme forts pour les oiseaux, les amphibiens et les chiroptères, modérés pour les papillons et les mammifères terrestres et faibles pour les odonates.

2.3.3.5. Incidences et mesures

Le dossier semble évaluer et quantifier correctement les incidences brutes pour chaque habitat. Ces incidences, liées aux déboisements et aux terrassements, concernent la destruction et le remaniement d'habitats naturels ainsi que la dégradation de la fonctionnalité d'une « importante » zone humide (située au passage de la ligne de haute tension) par assèchement de l'alimentation en eau (cf. figure 4). Plus précisément, selon le dossier, les travaux pour l'aménagement du plateau d'Agy vont impacter :

- de manière permanente et modérée, une surface de 20 804 m² d'habitats dont 67 m² de clairières forestières, 1 114 m² de pâtures mésophiles, 6 028 m² de prairie de fauche des plaines, 2 242 m² de pessières de substitution, 336 m² de clairières à Bardane et Belladonne, 142 m² de Pessières du Piceion excelsae et 10 875 m² de milieux anthropisés (bâtiment, voirie, zones rudérales etc) ;
- de manière temporaire et modérée, une surface de 35 498 m² dont 917 m² de clairières forestières, 2 778 m² de pelouse maigre montagnarde du Mesobromion erecti, 7 175 m² de pâtures mésophiles, 21 904 m² de prairie de fauche des plaines, 39 m² de pessières de substitution, 180 m² de clairières à Bardane et Belladonne, 161 m² de Pessières du Piceion excelsae et 2 344 m² de milieux anthropisés (bâtiment, voirie, zones rudérales etc).

S'agissant des habitats d'espèces, les incidences sont bien évaluées et quantifiées à l'exception des incidences sur les habitats des reptiles. Les incidences fortes concernent la destruction d'individus d'oiseaux nicheurs des prairies, des boisements, anthropophiles et des milieux ouverts et buissonnants, d'amphibiens par la destruction de leur habitat d'hivernage et d'estive (boisements), de chiroptères par la destruction d'arbres gîtes dans l'emprise des défrichements et terrassement et la rénovation des bâtiments et de mammifères hors chiroptères liés aux opérations de déboisements. Le risque de destruction d'individus de reptiles et de papillons est considéré par le dossier comme modéré.

La mesure d'évitement (ME1 adaptation de l'emprise du projet et mise en défens des habitats sensibles) et les sept mesures de réduction (MR1 adaptation des périodes de travaux, MR2 préconisation liées aux arbres gîtes et arbres morts, MR3 gestion des plantes exotiques envahissantes, MR4 protection de la Buxbaumie verte, MR5 bonnes pratiques de chantier, MR6 réhabilitation des sols remaniés par les terrassements, MR12 gestion du défrichement) n'appellent pas de remarque particulière toutefois certaines mesures sont à préciser :

- ME1 : la zone favorable au développement de la Buxbaumie verte doit être mise en défens et l'emprise des travaux doit être correctement délimitée afin d'éviter toute divagation des engins et des personnes ;
- MR1 : les travaux sur les bâtiments présentant des nidifications sont à réaliser après le 1^{er} septembre ;
- MR2 : l'abattage des arbres favorables aux chiroptères est à réaliser uniquement entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre après passage d'un chiroptérologue même si les cavités sont vides.

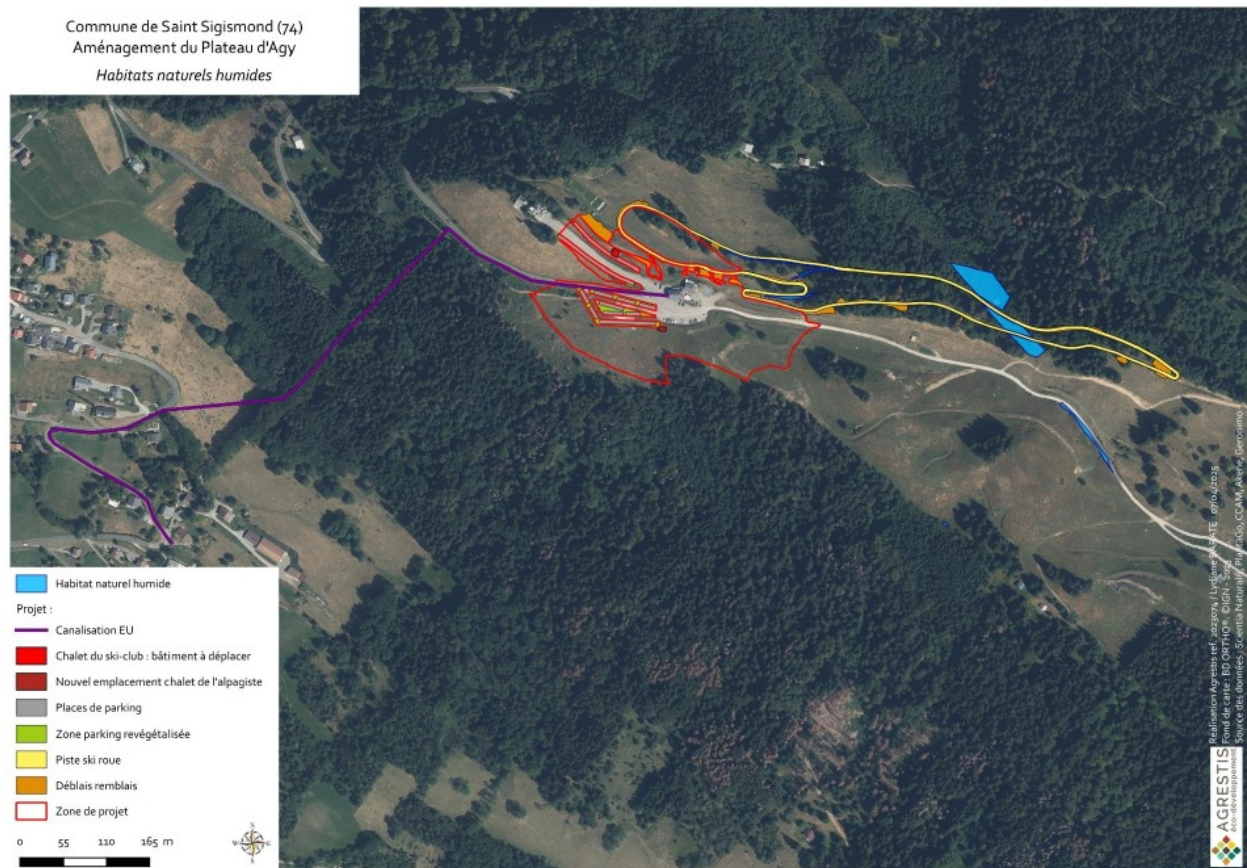


Figure 4: cartographie des zones humides (source : dossier)

Les mesures prévues permettent selon le dossier d'atteindre des incidences résiduelles nulles ou pour la plupart qualifiées de faibles, du fait des faibles surfaces d'habitats détruites et de la possibilité pour les individus d'espèces concernés de se reporter sur des habitats situés à proximité, ce qui n'est pas vérifiable en l'absence de quantification des incidences résiduelles. À ce stade, le dossier, concluant à des incidences résiduelles faibles, témoigne de l'existence d'incidences résiduelles significatives sur les espèces protégées. Pourtant, aucune mesure de compensation n'est présentée et aucune demande de dérogation à l'interdiction d'atteinte à ces espèces et à leurs habitats n'est évoquée. Les incidences résiduelles, en phases travaux et exploitation, doivent en outre être réévaluées en prenant en compte la temporalité des mesures et la date à partir de laquelle elles seront mises en œuvre.

L'Autorité environnementale recommande de :

- **quantifier les incidences résiduelles de l'opération sur les espèces protégées et habitats d'espèces, en phases travaux et exploitation, en prenant en compte la temporalité des mesures et la date à partir de laquelle elles seront mises en œuvre ;**
- **renforcer les mesures d'évitement et de réduction, pour atteindre des incidences résiduelles négligeables ou nulles, et à défaut de définir les mesures compensatoires nécessaires ;**

Pour rappel, toute atteinte significative, dont le dérangement d'espèces protégées doit conduire à solliciter une demande de dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats, assortie de mesures de compensation, et le dossier doit réunir les conditions cumulatives

nécessaires à l'obtention de cette dérogation notamment une « raison impérative d'intérêt public majeur »⁷.

2.3.4. Risques naturels

La commune de Saint-Sigismond est couverte par un [Plan de prévention des risques naturels](#) (PPRn) approuvé le 15 juin 2017. Le plateau d'Agy est concerné en partie par des aléas faibles à modérés de glissement de terrain, ravinement et ruissellement, recensés à la [carte des aléas](#) du PPRn. La zone de projet est concernée par le risque de crue torrentielle (aléas forts) au niveau du ruisseau de la Pallaz (partie basse du tracé du collecteur). Une partie du futur collecteur d'assainissement, est située en zone « rouge » recensée à la [carte réglementaire](#) de ce PPR, où sont admis les travaux, installations et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics.

Le dossier indique que le projet a fait l'objet d'une étude géotechnique, qui n'est pas insérée au dossier⁸, et que des « études géotechniques seront toutefois à prévoir en phase de réalisation » de la canalisation d'assainissement.

Les incidences du projet sur les risques naturels sont considérées de modérées à fortes notamment au regard de la traversée d'une zone rouge par le futur collecteur des eaux usées et de la suppression de 1 894 m² de boisement susceptible d'amplifier les phénomènes de ruissellement et de glissements de terrain. Les mesures de réduction telles que l'adaptation du tracé de la canalisation (MR9) enfouie à environ 1,0 m de profondeur, nécessitant un fond de fouille à au moins 1,30 m, pour réduire le linéaire en zone rouge et la vulnérabilité vis-à-vis des aléas naturels, l'adaptation du layon et les méthodes de défrichement (MR11) ainsi que l'installation d'épis drainants et de fascines (MR13) pour limiter le ravinement et stabiliser le talus, visent à atteindre un niveau d'incidences résiduelles faible.

Toutefois, les caractéristiques (nombre, positionnements, dimensions, surfaces concernées) et modalités de réalisation de ces épis drainants ne sont pas décrites dans la MR13, qui ne développe que la pose des fascines. Hors, la réalisation d'épis drainants est susceptible d'affecter significativement les sols et la circulation des eaux, ainsi que la canalisation elle-même⁹, et le caractère opérant de cette mesure de réduction est à démontrer et documenter. En outre, l'articulation entre la mise en défens des espaces sensibles le long du tracé de la canalisation dans la partie boisée, à laquelle s'engage le maître d'ouvrage, et la réalisation de ces épis est à décrire précisément afin de s'assurer du respect du niveau d'évitement des habitats et de la faune concernée ou de présenter des mesures d'évitement ou de réduction voire de compensation complémentaires.

En matière de ruissellement et de gestion des eaux pluviales sur le plateau d'Agy, le dossier indique qu'« *il n'existe pas de réseau public d'eaux pluviales sur la commune. Un diagnostic et un projet spécifiques sont en cours de réalisation dans le cadre de la révision générale du PLU. Du fait de la pente et de sa situation en promontoire, il n'a jamais été constaté de problèmes d'eaux pluviales sur l'entrée du site du Plateau d'Agy.* ».

Le projet prévoit l'imperméabilisation de 8 190 m² comprenant la piste de ski-roue, l'accès à la terrasse et les zones de circulations au sein du parking principal. La mesure (MR10) de gestion de l'eau (dévers de la piste de ski-roue imperméabilisée, mise en place de canalisations à des points

7 Pour obtenir une autorisation dérogatoire il faut démontrer cumulativement (3 tests) une raison impérative d'intérêt public majeur, une absence de solutions de substitution satisfaisantes et l'assurance que la dérogation ne nuit pas au maintien des populations dans un état de conservation favorable (article 16 de la directive 92/43/CE.).

8 Étude géotechnique G2 – AVP de 2025. Une étude de sol a été réalisée par le bureau d'étude des sols EQUA-TERRE estimant une infiltration des eaux pluviales dans le sol envisageable, avec la mise en place d'un ouvrage de rétention avec rejet à débit limité destiné à écrêter le volume d'une pluie de référence.

9 Cf. http://wikigeotech.developpement-durable.gouv.fr/index.php/Wikigeotech:Epi_drainant
Mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes
réaménagement du plateau d'Agy et mise en compatibilité du PLU de Saint-Sigismond (74)

stratégiques, en particulier en zone de pente, de convergence des eaux, ou à proximité des zones humides) et de perméabilisation de surfaces de stationnement (sauf places « Personnes à mobilité réduite ») doit permettre d'atteindre une incidence résiduelle faible. Le dossier indique également que « *le projet intègre l'utilisation de noues végétales et de pentes pour gérer les eaux pluviales, en accord avec le milieu naturel, et valorise cette eau avec des systèmes comme des cuves de rétention* ». Toutefois, aucune compensation de cette imperméabilisation n'est prévue.

L'Autorité environnementale recommande de :

- **décrire précisément le dispositif d'épis drainants, ses incidences et les mesures prises pour les éviter, les réduire et si besoin les compenser**
- **de présenter les études techniques assorties de leurs conclusions et de démontrer que le projet, notamment la réalisation de la canalisation d'assainissement et les dispositifs de gestion des eaux pluviales retenus, respectent les prescriptions qui y sont énoncées et ne sera pas de nature à augmenter les risques ni à en créer de nouveaux. Dans le cas contraire, les mesures d'évitement et de réduction et si besoin de compensation nécessaires devront être prises en conséquence.**

2.3.5. Ressources en eau

Aspect qualitatif

Le site du projet est concerné par les périmètres de protection éloignés (PPE) et/ou rapprochés (PPR) de quatre captages d'alimentation en eau potable (AEP) : « Les Alluaz », « Les Nais », « Les Flatières » et « Châtillon-Chatelard - Les Bettas », déclarés d'utilité publique par arrêtés préfectoraux¹⁰. En outre, le projet est concerné par le périmètre de protection immédiat du captage AEP « La Fieudire » qui fait l'objet d'un projet de régularisation et n'est pas abandonné contrairement à ce qu'indique le dossier.

La construction du bâtiment « 4 saisons », nécessite des affouillements de 7,67 m de profondeur et jusqu'à 9,67 m de profondeur ponctuellement pour la fosse d'entretien de la dameuse. Le dossier conclut que le projet ne sera pas de nature à entraîner des pollutions des eaux de ces captages et évalue les incidences brutes comme faibles. Le dossier ne fait pas état du respect des prescriptions des arrêtés de DUP qui encadrent les travaux et relatives notamment aux affouillements et aux aires de stockage en phase travaux.

L'analyse des incidences du projet sur la protection de la ressource en eau potable est à reprendre. Les incidences sont à étudier en phase travaux (en incluant les aires de stockages, la circulation des engins, la réalisation des affouillements pour la construction du bâtiment « 4 saisons »....) et en phase d'exploitation (notamment les risques de pollutions via les rejets d'hydrocarbures, les eaux usées).

L'Autorité environnementale recommande de présenter une analyse détaillée des incidences du projet sur la qualité de la ressource en eau potable en phase de travaux (en incluant notamment les aires de stockages, la circulation des engins, la réalisation des affouillements pour la construction du bâtiment « 4 saisons »....) et en phase d'exploitation (notamment les risques de pollutions) et de présenter les mesures prises pour les éviter et les réduire, et si besoin les compenser, en tenant compte des prescriptions des arrêtés de DUP des captages concernés.

¹⁰ Arrêté préfectoral de DUP n°2012317-0015 du 12 novembre 2012 et Arrêté préfectoral de DUP n°DDAF-B/24-98 du 7 décembre 1998.

Aspect quantitatif

La commune n'a pas récemment déclaré de pénurie en eau potable. Toutefois, une étude spécifique démontrant l'adéquation des besoins avec la disponibilité de la ressource incluant les besoins du projet et de l'ensemble des usagers à l'échelle du SIVU des Fontaines¹¹, est à produire. Il devra être démontré que le projet de réservoir de 150 m³ à proximité du site est suffisant quelle que soit la fréquentation future du site¹² comme l'affirme le dossier. En outre, le rendement du réseau d'alimentation en eau de 60 %, mentionné dans le dossier, doit conduire à engager une réflexion pour l'amélioration du réseau et la préservation quantitative de la ressource en eau.

L'Autorité environnementale recommande de démontrer, en l'étayant, à l'échelle du SIVU des Fontaines, l'adéquation de la disponibilité en eau potable avec les besoins induits par la réalisation du projet, à quantifier, et d'apporter l'assurance que le réservoir de 150 m³ en cours de construction est suffisant.

Eaux usées

La commune de Saint-Sigismond est raccordée à trois stations de traitement des eaux usées (STEU) dont la principale est celle de Marignier-Cluses¹³. D'après les données 2023 du [portail de l'assainissement](#), cette station a une capacité nominale de 70 000 EH pour une charge maximale en entrée de 61 381 EH et est conforme en équipement et en performance. Sans estimer les quantités d'effluents rejetés par le projet, le dossier considère que la station d'épuration est suffisamment dimensionnée pour recevoir les effluents. Il conviendra de s'assurer que la STEU est en capacité de recevoir la totalité des effluents générés, en considérant les projets en cours et à venir, sur l'ensemble des neuf communes qui y sont raccordées.

2.3.6. Paysage

Le site du projet n'est pas concerné par un site inscrit ou classé au titre du paysage. Depuis le village de Saint-Sigismond, le plateau d'Agy est accessible par l'unique RD206. L'arrivée sur le plateau, devant le bâtiment de La Tanière et le parking actuel, contraste avec la qualité des paysages rapprochés et lointains (alpages et massifs alpins). Le dossier précise qu'en période de pointe, « le stationnement prolifère sur tous les espaces disponibles et s'étend le long de la RD206 ».

L'enjeu paysager est qualifié par le dossier de modéré. Selon le dossier, les incidences sont jugées modérées en phase travaux (stockage de matériaux, terrassements et mises à nu des terrains) et fortes en phase exploitation du fait de la réalisation du collecteur nécessitant un déboisement et de l'artificialisation induite par l'aménagement de la piste de ski-roue et des parkings. Toutefois, l'absence de photomontage ne permet pas de visualiser les incidences du projet sur le paysage et notamment celles des travaux et déboisement nécessaires à la réalisation de la conduite d'assainissement des eaux usées.

L'adaptation de l'emprise de la piste de ski-roue sur la piste verte existante (ME2), la réhabilitation des sols remaniés (MR6), la gestion du défrichement (MR12), la réduction des impacts visuels de

11 Le dossier indique que « le problème de l'alimentation en eau est résolu dès 2014 par le biais du SIVU des Fontaines et la jonction des réseaux entre les communes de La Rivière Enverse, excédentaire, et de Châtillon-sur-Cluses et Saint-Sigismond, déficitaires ; des réservoirs et des réseaux ont été créés en plus. Les dernières tranches de maillage du réseau sont en cours avec la création d'un réservoir de 150m³ à proximité du site d'accueil d'Agy et qui permet ainsi le développement du site ».

12 L'analyse devra tenir compte de la fréquentation future du site, attendue du fait de la réalisation du projet d'aménagement du plateau d'Agy, en toutes saisons (cf. 2.1 du présent avis).

13 Neuf communes sont raccordées à la STEU de Marignier-Cluses : La Tour, Thyez, Marignier, Saint-Jeoire, Cluses, Saint-Sigismond, Scionzier, Marnaz, Mieussy.

la piste de ski (MR15) et l'intégration paysagère des parkings par la plantation d'arbres (MR16) sont des mesures d'évitement et de réduction visant à atteindre une incidence résiduelle faible.

L'Autorité environnementale recommande de présenter, sur la base par exemple de photo-montages en saisons avec et sans feuilles, et avec et sans neige, les incidences du projet sur le paysage proche et lointain, et notamment celles liées à la réalisation de la conduite d'assainissement des eaux usées et de compléter, le cas échéant, les mesures d'évitement et de réduction, en conséquence.

2.3.7. Changement climatique et émissions de gaz à effet de serre

Aucun bilan des consommations énergétiques du projet ni des émissions des gaz à effet de serre, en phase travaux et en phase exploitation n'est présenté. Le dossier se contente de mentionner qu'une augmentation des consommations énergétiques liées aux déplacements en période d'exploitation aura une incidence permanente modérée et de présenter deux mesures de réductions visant à atteindre une incidence résiduelle faible : mise en place d'un compteur pour l'optimisation du stationnement (MR7) et gestion du stationnement (MR 8). Le dossier se limite aussi à indiquer que le projet entraînera, en phase travaux, une perte de 6 800 m² de boisement induisant une diminution des capacités de stockage de carbone. Contrairement à ce que dit le dossier, l'incidence d'un déboisement ne peut pas être considérée comme temporaire et l'absence d'estimation de la perte des capacités de stockage de carbone ne permet pas de vérifier la pertinence du niveau d'incidence considéré comme faible.

La vulnérabilité du projet face au changement climatique est très succinctement analysée et aborde la possibilité d'évolution des aléas naturels recensés sur le site par la survenue d'épisodes pluvieux de forte intensité.

Il n'est pas compréhensible, qu'en l'état actuel des connaissances des effets du changement climatiques et de la vulnérabilité des infrastructures en montagne, le dossier ne présente pas le bilan des consommations énergétiques, le bilan des émissions de gaz à effet de serre et les mesures visant à les éviter, les réduire et les compenser. D'autant que le dossier précise que le plateau d'Agy fait face à une fréquentation croissante, avec des pics de fréquentation hivernale et que « la réalisation du projet va entraîner une hausse de la circulation à proximité de la zone d'implantation. La recherche d'une valorisation "quatre saisons" du site amènera une augmentation de la fréquentation hors période hivernale (essentiellement en période de vacances scolaires et week-end) ». En outre, l'offre de service de transports en commun, déjà présente sur le site, sera étendue pour répondre aux besoins du développement « 4 saisons ».

Le dossier ne peut pas s'exonérer de la production d'une analyse précise de la contribution du projet aux émissions de gaz à effet de serre de la station : la réalisation d'un bilan complet de ces émissions, intégrant les déplacements liés à la fréquentation projetée, est attendue.

Sur la base d'un bilan complet et détaillé, des mesures de réduction et de compensation doivent être définies à l'échelle du domaine. Un exposé de la manière dont la mise en œuvre du projet s'inscrit dans la trajectoire de neutralité carbone à l'horizon 2050 est attendue.

L'Autorité environnementale recommande :

- **de présenter un bilan des émissions de gaz à effet de serre, à l'échelle de la station, incluant l'ensemble des émissions induites par le projet en phase travaux et en phase exploitation, en tenant compte des déplacements des usagers et de l'exploitation des bâtiments ;**

- de reconsidérer en conséquence le niveau des incidences et de définir des mesures visant à les éviter, les réduire ou les compenser ;
- de préciser comment l'opération contribue à l'atteinte de l'objectif national de neutralité carbone à l'horizon 2050.

2.3.8. Effets cumulés

Le dossier fait l'analyse des effets cumulés avec la seule opération de remplacement du télésiège du Gron, sur la commune limitrophe d'Arâches-la-Frasse, ayant fait l'objet de l'avis [n°2023-ARA-AP-1444](#) de l'Autorité environnementale en date du 14 mars 2023. Le dossier ne fait pas état des recherches et critères qui ont permis de ne retenir que cette opération (par exemple pas de temps, localisations, natures des projets et/ou opérations...).

Le dossier relève des incidences temporaires quant à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre en phase travaux et à l'augmentation de la consommation électrique, un effet potentiel cumulé de perte d'habitats d'espèces (mammifères, oiseaux, reptiles, amphibiens, insectes et chiroptères) ainsi que sur les habitats naturels sans que ces incidences ne soient quantifiées. Aucune mesure spécifique n'est proposée.

L'autorité environnementale recommande de présenter les recherches et critères ayant permis de retenir les opérations susceptibles d'avoir des incidences cumulées avec le projet de réaménagement du plateau d'Agy, de quantifier les incidences cumulées et de renforcer ou compléter les mesures d'évitement, de réduction voire de compensation le cas échéant.

2.4. Dispositif de suivi proposé

Quatre mesures de suivi sont définies.

- La mesure de suivi de la revégétalisation (MS1), consiste à assurer le bon développement de la végétation transplantée et semée par deux visites de terrain aux années N+1, +2 et +5 après la réalisation des travaux, en cours et en fin de phase végétative.
- La mesure du suivi de la fréquentation (MS2) consiste à vérifier les taux d'occupation du parking, les périodes d'affluence et les éventuelles congestions et proposer des mesures correctives si nécessaire.
- La mesure de suivi des espèces exotiques envahissantes (MS3), consiste à vérifier l'absence de reprise de la Balsamine de l'Himalaya, par un passage d'écologue avant la période de fructification de la plante (mi juin) à l'année N+1 et N+2 et N+3 si la plante est présente (les plants seront arrachés).
- La mesure de suivi de l'impact visuel de la piste de ski-roue (MS4) consiste à vérifier si la piste ski-roue est visible ou non à partir des parkings. Des mesures correctives seront mises en place (plantation d'arbres par exemple) si l'impact sur le paysage est jugé trop important.

La mesure d'accompagnement MA2 Assistance technique pendant les travaux, s'apparente à du suivi et comprend notamment la présence d'un expert environnement lors de la réunion de lancement du chantier pour présenter in situ les sensibilités et enjeux du site, la validation du calendrier de travaux, du plan de circulation des engins, des zones de stockage des matériaux, en amont du démarrage du chantier et sur le site de chantier, les détails des fournitures de semences et adjuvants et des procédures pour la végétalisation, l'assistance pour la bonne gestion des espèces envahissantes, la mise en défens des secteurs de zones humides à proximité des secteurs de travaux, le balisage des arbres gîtes ainsi que la rédaction d'un bilan d'exécution des mesures envi-

ronnementales. Le nombre de jours de présence effective de l'expert chargé de cette assistante technique est à préciser, le respect du calendrier de Travaux (MR1) étant particulièrement important pour la partie déboisement-défrichement, limitée par ce calendrier à un peu plus d'un mois et qu'il convient de respecter strictement., tout comme le respect des autres périodes ; l'indication que les travaux concernant la canalisation peuvent se dérouler toute l'année dès lors que le défrichement (sans mentionner ici ce qui concerne le déboisement éventuel complémentaire) aura été effectué nécessite à tout le moins un suivi de près de la faune en présence et des périmètres des interventions.

Le dossier ne présente pas de mesure de suivi pour tous les enjeux environnementaux relevés, qu'il s'agisse de la biodiversité et des habitats naturels, de la zone humide affectée, du paysage (notamment pour le « déboisement » nécessaire à la pose de la canalisation d'assainissement), des aléas ou risques naturels, de la ressource en eau ainsi que des émissions de gaz à effet de serre induits notamment par l'évolution des déplacements, ni sur toute la durée des effets des incidences et donc par défaut toute la durée d'exploitation des installations.

L'Autorité environnementale recommande d'étendre le dispositif de suivi à l'ensemble des enjeux environnementaux et mesures s'y rapportant, et particulièrement à la biodiversité et aux habitats, à la zone humide affectée, au paysage (notamment pour le déboisement nécessaire à la pose de la canalisation d'assainissement), aux aléas ou risques naturels, à la ressource en eau ainsi qu'aux émissions de gaz à effet de serre induits par l'évolution des déplacements, et à toute la durée de vie du projet .

2.5. Résumé non technique de l'étude d'impact

Le résumé non technique, d'une quarantaine de pages, ne reprend pas tous les chapitres traités dans le corps de l'étude d'impact (par exemple : absence de l'analyse des effets cumulés). Sa forme actuelle, essentiellement constituée de tableaux enchaînés, ne permet pas une appréhension correcte de son contenu. Le projet est présenté très succinctement sans carte d'implantation des aménagements. Les mesures de la séquence ERC sont listées dans les tableaux de synthèse sans que leur contenu soit un minimum expliqué. Ce résumé non technique devra être repris pour être conforme à l'étude d'impact complétée à la suite des recommandations du présent avis.

L'Autorité environnementale recommande de prendre en compte dans le résumé non technique les recommandations du présent avis.

3. Mise en compatibilité du document d'urbanisme

3.1. Description de la mise en compatibilité

La commune de Saint-Sigismond est couverte par un Plan local d'urbanisme dont la dernière procédure a été approuvée le 16 novembre 2015. La mise en compatibilité a été prescrite le 5 octobre 2023.

La réalisation du projet de requalification du plateau d'Agy nécessite les modifications suivantes des pièces du PLU :

- le règlement graphique :
 - diminution de 1,47 ha de la zone N et de 5,52 ha de la zone Ap au profit de la zone Nt (total de 7 ha environ) ;

- création d'un emplacement réservé n°17 de 1 930 m² de surface agricole, pour le stationnement de bus ;
- suppression de 1 146 m² d'Espace boisé classé (EBC)¹⁴ ;
- délimitation d'une zone de 14 976 m² pour la protection de la Buxbaumie verte, espèce florale protégée ;
- le règlement écrit :
 - des zones N et A :
 - ajout du nota suivant, en chapeau introductif, pour prévenir toute contradiction avec le règlement de la zone et les prescriptions de l'OAP : « *les dispositions des articles du règlement de la zone s'appliquent, sous réserve d'être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation. En cas d'incompatibilité, les prescriptions des OAP priment sur le règlement* » ;
 - des zones A et Nt, sont également précisées les mesures applicables aux chalets d'alpage :
 - chalets d'alpages : en application de l'article L-122-10 du CU, sont autorisés les chalets respectant les critères cumulatifs suivants : être situé, en alpage, donc à une altitude suffisante, au-dessus des espaces de culture et de l'habitat permanent, faire l'objet d'une utilisation saisonnière et avoir une fonction mixte (le bâtiment sert à la fois d'habitation et d'activité professionnelle) ;
 - chalets d'alpage et logement de l'alpagiste existants : ils peuvent être déplacés sur le site. Ils peuvent également faire l'objet d'une restauration, d'une reconstruction, d'une extension limitée ou d'un changement de destination sous réserve d'un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard et lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière, en accord avec l'aménagement touristique du site d'Agy. Toute autorisation pour les chalets d'alpage est délivrée par l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
 - dans les zones Ne, A et Ap : ajout de la possibilité de réaliser les affouillements et exhaussements de sols « *nécessaires à la réalisation des aménagements définis dans les OAP* » ;
- les OAP¹⁵ : création de l'OAP n°3 « Requalification de l'entrée du plateau d'Agy » d'une superficie de 22 ha et dont l'objectif est l'amélioration de l'accueil et assurer une évolution vers un tourisme « 4 saisons », en rendant possible la diversification des activités qui a notamment pour principe un aménagement de surface de plancher autorisée ne devant pas dépasser 500 m², le raccordement des installations au réseau d'assainissement collectif, les surfaces de stationnement dévolues aux stationnements des véhicules devant présenter une surface artificialisée inférieure à la situation existante, les arbres éventuellement supprimés devant être replantés en nombre équivalent sur le site (dans la partie déboisée actuelle) ;

14 En page 41 du rapport de présentation RP – II, le dossier précise que « les espaces défrichés par la commune pour reconquérir des ouvertures paysagères sont toujours classés en EBC. Dans le cadre de la révision générale, le classement sera adapté à la réalité du terrain. » Dans ce contexte, « les EBC seront supprimés. Pour la protection de ces espaces, il a été décidé de s'appuyer sur l'utilisation de l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme. Le cas échéant, seuls seront conservés au titre des EBC, les secteurs assurant un rôle de protection vis-à-vis des risques naturels ».

15 Cf. figure 2 du présent avis.

- les annexes : modifications du zonage « bois soumis au régime forestier »¹⁶.

Les évolutions du règlement écrit générales, en zones A et N semblent prévoir le cas d'une incohérence interne du PLU ce qui rendrait les règles inopposables et donc inopérantes ; en outre, elles semblent aussi pouvoir s'appliquer à d'autres OAP que celle nécessaire à la réalisation du projet. Celles appliquées aux chalets d'alpage zones A et Nt, s'appliqueraient à tous les chalets d'alpages, et non pas uniquement à celui concerné par le projet. Ces choix sont pour le moins à justifier, au regard de leurs possibles incidences sur l'environnement, qui sont donc à évaluer.

Pour mémoire, une mise en compatibilité d'un document d'urbanisme doit permettre la réalisation du seul projet (mesures ERC comprises).

L'Autorité environnementale recommande de justifier, au regard leurs incidences environnementales et des besoins du projet, la modification généraliste relative à de potentielles incohérence entre le règlement écrit et les orientations d'aménagement et de programmation, et celle relative à l'implantation de chalets d'alpage en zones A et Nt.

3.2. La qualité du rapport environnemental fourni

Les évolutions projetées du document d'urbanisme sont présentées dans une note de présentation d'une cinquantaine de pages. Le dossier comprend également les documents du PLU modifiés relatifs aux orientations d'aménagement programmées intégrant l'OAP n°3, les règlements écrits et graphiques, la liste des emplacements réservés, ainsi que l'annexe « bois soumis au régime forestier ». Les modifications sont clairement visibles ce qui permet une bonne compréhension des évolutions des documents du PLU dans le cadre de la déclaration de projet. Toutefois, les surfaces de bois distraites du régime forestier, restent à quantifier. En outre, les tracés des pistes de ski identifiés au règlement graphique du PLU (avant et après modification) ne semblent pas correspondre au tracé de la piste bleue existante, support de la future piste de ski-roue, présenté en page 13 de la partie III du rapport de présentation.

L'Autorité environnementale recommande de préciser les surface de bois qui seront distraites du régime forestier et de justifier les tracés des pistes de ski du règlement graphique et de le modifier le cas échéant pour tenir compte de leur réalité sur le terrain.

3.3. L'articulation de la mise en compatibilité avec « d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification vigueur »

L'analyse de l'articulation de la mise en compatibilité du PLU avec les documents supra-communaux fait l'objet d'un chapitre à part entière. En l'absence de Scot, l'analyse est faite avec le Sradet Auvergne Rhône-Alpes, le Schéma régional des carrières, le PCAET Cluses Arve Montagnes, le Sdage du Bassin Rhône Méditerranée ainsi que le Sage de l'Arve.

Le dossier indique que la procédure de mise en compatibilité (mecdu) du PLU vise à la réalisation d'un réaménagement d'un site de ski pour du 4 saisons et s'inscrit pleinement dans les objectifs du PCAET de réduction des consommations d'énergie du territoire et des émissions de gaz à effet de serre. En l'absence de bilan des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre du projet dont la réalisation est permise par la mecdu cette affirmation reste à justifier.

¹⁶ Le dossier mentionne (p87 du document « RP I Etat initial ») que la surface de la forêt communale de Saint-Sigismond est de 206 ha.

En outre, l'orientation fondamentale n°5 du Sdage prévoit d'évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine et notamment de protéger la ressource en eau potable et réduire l'exposition des populations. Le dossier considère que les interactions du projet avec cette orientation sont « sans objet » bien que la déclaration de projet, permette la réalisation de travaux dans les périmètres de captage d'alimentation en eau potable. Une analyse des effets de la mecdu sur la ressource en eau potable du site est à produire.

Un des objectifs du Sage de l'Arve, présenté au dossier, est la préservation de toutes les zones humides. Le dossier indique brièvement que la mecdu n'aura pas d'effet sur les zones humides identifiées. Toutefois, les travaux permis par la mecdu auront des incidences potentielles sur les zones humides situées dans le secteur de la piste de ski-roue pour lesquelles des drains seront mis en place. En outre, un deuxième objectif est la réduction des risques dans les secteurs exposés. Le dossier prévoit une incidence modérée avec le passage du collecteur d'assainissement en zone rouge du PPRn.

L'Autorité environnementale recommande de justifier la bonne articulation du projet de mise en compatibilité avec l'ensemble des règles définies dans les documents supra-communaux, notamment pour ce qui concerne les zones humides, les risques naturels et la ressource en eau potable.

3.4. Les incidences et les mesures d'évitement, réduction et compensation

L'analyse des incidences de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du document d'urbanisme est intégrée dans l'étude d'impact du projet. Les incidences sont évaluées pour chaque thématique étudiée.

S'agissant de la gestion des eaux de ruissellement et des risques naturels, les principales incidences de la mise en compatibilité du PLU, relevées par le dossier, concernent l'augmentation des phénomènes de ruissellement et de glissement de terrain du fait de la mise à nu des terrains et du défrichement sur une surface de 1 146 m², préalablement nécessaires à la réalisation du collecteur d'assainissement des eaux usées. Le PLU doit à son échelle préciser les mesures d'évitement et de réduction, afin de ne pas aggraver l'exposition de la population à ces aléas et ne pas augmenter les risques en présence, dans un contexte de changement climatique.

S'agissant des milieux naturels et de la biodiversité, et notamment de la présence de la Buxbaumie verte à proximité immédiate de la zone du projet, l'évolution du document d'urbanisme dans le cadre de la mecdu prévoit une zone de protection de la Buxbaumie verte de 14 976 m², inscrite au plan de zonage en dehors de la zone de travaux, qui fera l'objet d'une signalétique spécifique à destination des usagers pour l'intérêt écologique de la zone, sans que cette zone fasse l'objet d'une protection réglementaire adaptée. En effet, le périmètre de protection de la Buxbaumie verte est identifié au règlement graphique selon les dispositions de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme (en rapport avec les éléments paysagers) alors que le rapport de présentation mentionne l'article L. 151-23 du même code (éléments à préserver de part leur nature écologique). Il n'y a pas de disposition concernant cette protection dans le règlement écrit. En outre, le dossier considère que le défrichement rendu possible par le déclassement des EBC aura une incidence faible sur la faune forestière inféodées aux habitats naturels déboisées, en précisant que les 1 146 m² défrichés représente une faible surface à l'échelle communale.

S'agissant de la ressource en eau potable, la modification des zonages Ap et N en Nt pour permettre la réalisation du projet ainsi que la définition des orientations de l'OAP permettant les travaux sont susceptibles d'avoir des incidences sur la ressource en eau potable du fait de la pré-

sence de périmètre de protection des captages. Ces incidences ne sont pas évaluées. Le PLU doit à son échelle, préciser des mesures d'évitement et de réduction visant à prévenir toute dégradation de la ressource en eau potable.

S'agissant du paysage, le dossier considère que les évolutions du PLU sur le paysage seront nulles à faibles du fait des faibles surfaces impactées. Toutefois aucune démonstration n'est apportée permettant de vérifier le niveau des incidences sur le paysage et notamment le layon déboisé pour le passage de la canalisation d'assainissement.

S'agissant des émissions de gaz à effet de serre du fait de l'évolution du PLU projeté, d'après le dossier, l'accessibilité au secteur sera améliorée en proposant des parkings clairement identifiés ainsi que l'augmentation du service de transports en commun qui sera étendu pour répondre aux besoins du développement « 4 saisons ». Aucun bilan des émissions GES n'est présenté alors même que le projet réduit la surface de boisement, conduit à la réorganisation des stationnements et l'augmentation de la desserte de transports en commun. Ce bilan doit être réalisé et des mesures d'évitement, de réduction et de compensation doivent être proposées à l'échelle du PLU, le cas échéant. Un exposé de la manière dont la mise en œuvre du PLU s'inscrit dans la trajectoire de neutralité carbone à l'horizon 2050 est attendu.

L'évaluation présentée ne prend pas en compte l'ensemble du périmètre concerné par les évolutions du règlement écrit générales, en zones A et N, et prend en compte de façon incertaine celles s'appliquant à l'ensemble des chalets d'alpage (au-delà de celui concerné par le projet).

L'Autorité environnementale recommande de retranscrire au sein du règlement (écrit ou graphique) ou de l'OAP n°3 du PLU :

- **les mesures d'évitement et de réduction permettant d'être assuré de ne pas aggraver l'exposition de la population aux aléas naturels (principalement glissements de terrain et phénomènes de ruissellements) et de ne pas augmenter les risques en présence, dans un contexte de changement climatique ; elles seront à préciser préalablement ;**
- **les mesures visant à prévenir toute dégradation de la ressource en eau potable, après les avoir définies ;**
- **les mesures de protection des habitats et des habitats naturels et des zones humides après les avoir complétées et celles de protection de la Buxbaumie verte dans le périmètre du projet , après les avoir adaptées ou renforcées ;**
- **des mesures permettant de garantir l'intégration paysagère des aménagements et notamment concernant le layon nécessaire à la réalisation du futur collecteur d'assainissement, après les avoir définies ;**

Elle recommande également de réaliser un bilan des émissions de gaz à effet de serre possible induites par l'évolution du PLU, du fait de la fréquentation induite, d'exposer la manière dont la mise en œuvre du PLU s'inscrit dans la trajectoire de neutralité carbone à l'horizon 2050 et de définir les mesures de réduction et de compensation le cas échéant.

Les objectifs poursuivis et les indicateurs des objets à évaluer ne sont pas définis. Aucun suivi n'est proposé. Un dispositif global de suivi de la mise en œuvre des évolutions du PLU dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU avec le projet de réaménagement du plateau d'Agy doit être décrit pour qu'en cas d'incidences négatives du PLU sur l'environnement, des ajustements et mesures appropriées puissent être proposées.

L'Autorité environnementale recommande de définir des objectifs et indicateurs des objets à suivre, à partir d'un état initial de référence, ainsi qu'une fréquence de suivi, afin de garantir le suivi environnemental de l'évolution du PLU.